

cle 32 de la Loi, ce montant ne peut dépasser 6 milliards). Ce total comprend des sommes liées à des engagements mais non encore déboursées, figurant dans des contrats signés et s'élevant à 533 millions de dollars. Depuis le lancement du programme du Compte du Canada, plus de 2 milliards de dollars d'appui à l'exportation ont été consentis par le biais de prêts directs.

Le recours au financement concessionnel aux termes du Compte du Canada ne s'est répandu que vers la fin de la décennie mais il a, à partir de ce moment-là, connu une croissance rapide, avec des engagements (avant versements) de 588,7 millions de dollars à la fin de l'exercice 1989-90. Les deux tableaux de l'Annexe IV donnent les totaux, par pays, de tous les prêts signés au cours de la période à l'étude; ci-dessous, un sommaire du programme.

TABLEAU 6.4.1
APERÇU GLOBAL DES
PRÊTS ACCORDÉS EN VERTU DU COMPTE DU CANADA
AU 31 MARS 1990
(EN MILLIONS DE \$)

	Total des engagements*	Engagements en cours			Engagements non versés
		Total des versements	Total des rembours.	Solde en cours	
Prêts concessionnels	588,7 \$	233,8 \$	2,1 \$	231,7 \$	354,9 \$
Prêts non concessionnels	<u>1 546,3 \$</u>	<u>1 368,0 \$</u>	<u>634,7 \$</u>	<u>733,4 \$</u>	<u>178,2 \$</u>
Total	2 135,0 \$	1 601,8 \$	636,8 \$	965,1 \$	533,1 \$

* Engagements libres d'annulations (p. ex., demandes de financement revues à la baisse par l'acheteur ou l'emprunteur), sur toute la durée du programme.

6.5 Examen statistique de l'assurance à l'exportation

Les contrats d'exportation canadiens nécessitent, en règle générale, une assurance aux termes du Compte du Canada lorsque la SEE ne peut prendre aucun engagement sur un marché d'exportation donné (les ventes de produits agricoles en vrac à Cuba sont un cas en l'espèce) et lorsqu'un prêt financé par le Compte du Canada requiert une assurance ou une garantie. Auparavant, seul le Compte du Canada prenait en charge l'assurance-investissement à l'étranger, et bien qu'un certain nombre de ces polices figurent toujours dans les livres de ce compte, il est possible, à l'heure actuelle, de se procurer une assurance-investissement à l'étranger par le biais du Compte de la Société.